

ABSTRACTS

“Juvenile Delinquent” and Criminal Responsibility (2)

Tokikazu KONISHI
Associate Professor

In the third chapter, we will examine whether we can require “juvenile delinquents” to have criminal responsibility in juvenile delinquency cases. In the Japanese Juvenile Law, “juvenile delinquents” include juveniles that commit a crime, juveniles under 14 years old who violate criminal law, and “pre-delinquent” juveniles. Therefore, based on these types of “juvenile delinquent,” this chapter is divided into three sections so that we can examine precisely the requirement of criminal responsibility. In each section, we will review and discuss various theories and decisions on this subject. In conclusion, I maintain that all types of “juvenile delinquent” don’t need to have criminal responsibility in juvenile delinquency cases. The juvenile law has a nature so different from the criminal law. The aim in the juvenile law is to protect and educate, not punish, “juvenile delinquents,” who have deviated because of their personal and environmental factors. This aim is accomplished mainly through the protective measures provided by the juvenile law—probation, commitment to a community home or a children’s home, and commitment to a juvenile training school. In the criminal law, the criminal responsibility is required to legitimate imposing a punishment on an offender. Since the protective measures for “juvenile delinquents” are not punishment, we don’t have to require “juvenile delinquents” to have criminal responsibility in juvenile delinquency cases.

Obligations et responsabilités de l'établissement de crédit sur l'octroi d'un crédit en France (1)

Shintaro OSAWA

Le droit commun français impose à l'établissement de crédit des devoirs divers sur l'octroi d'un crédit : le devoir d'information, de mise en garde, de vigilance, par exemple. S'il manque à ces devoirs, l'emprunteur ou la caution peut remettre en cause ses responsabilités.

Qu'est-ce qui peut justifier ses responsabilités? On dit que c'est "la dissymétrie d'information et de capacités à négocier". Quand l'emprunteur ou la caution ne connaît pas la gestion de l'entreprise, la finance, et l'économie, c'est-à-dire, quand ils sont "profanes", ils ne peuvent pas comprendre les risques possibles qu'ils seraient tenus de rembourser les dettes disproportionnées à leurs biens dans un avenir tandis que l'établissement de crédit connaît très bien ces risques. De plus, il y a beaucoup de cas où il incite des personnes à devenir caution, en cachant intentionnellement ou non-intentionnellement les informations importantes sur la situation économique de l'emprunteur, le risque du cautionnement entre autres. Donc, il faut les protéger par une loi spéciale ou par le droit commun s'il y a cette dissymétrie entre l'emprunteur ou la caution et l'établissement de crédit.

En analysant la jurisprudence française, on montre que :

● Selon certains livres de droit français, les responsabilités de l'établissement de crédit peuvent être retenues dans les quatre cas suivants :

- un crédit inapproprié ou excessif
- un soutien abusif
- une rupture brutale des crédits consentis

- un non-respect de l'affectation conventionnelle des crédits consentis ;

● Récemment, la Cour de cassation a présenté le nouveau principe sur ses responsabilités, en utilisant le devoir de mise en garde et la distinction entre “averti” et “profane ou non-averti”.

[La suite au prochain numéro.]

《Confiance légitime》 dans la phase précontractuelle : un essai sur le mécanisme de détermination du contenu du contrat

Kazuma YAMASHIRO

D'après l'analyse courante du droit civil japonais, on procède à la détermination du contenu du contrat par les deux sortes de l'interprétation : l'interprétation du *contrat* et celle de la *declaration de volonté*. Nous elucidons quel est le rôle propre de l'interprétation de la *déclaration de volonté*, pour déterminer le contenu du *contrat*. Pour ce but, cet article est consacré à l'étude des deux principes qui règnent dans la formation du contrat : le consentement, l'un, et la théorie de l'apparence, l'autre.

En droit français contemporain des contrats, qui s'objectivise et subit l'influence du droit de la consommation, le domaine du principe de la 《confiance légitime》 est peu à peu élargie. Nous croyons que la recherche de cet aspect juridique, qui est directement présenté par des tentatives doctrinales de rénovation de la théorie de l'apparence, permet d'approfondir notre connaissance du droit des contrats et des obligations.

Sur la base de cette étude comparative, nous proposons *une hypothèse* comme suivante : parmi les interprétations de la déclaration de volonté, l'interprétation dite *naturelle* et celle *normale* devraient se distinguer l'un de l'autre, car la dernière ne pourrait pas concerner «la commune intention des parties contractantes», qui est poursuivie dans l'interprétation du contrat. L'interprétation *normale*, qui a pour but d'inclure les confiances légitimes suscitées par des comportements *précontractuels* et *unilatéraux* du cocontractant dans le champ contractuel, pourrait servir à garantir la loyauté dans la période précontractuelle.